



DROIT AU MARIAGE POUR TOUS ET TOUTES ! ET APRÈS ?

La droite, l'extrême droite et tous les réactionnaires s'alarment de l'accès des couples homosexuels au mariage et à la parentalité. Ils nient la réalité: aujourd'hui, des dizaines de milliers d'enfants sont d'ores et déjà élevés dans des foyers homoparentaux. La loi permettrait simplement de donner un cadre légal à ces familles, de protéger les droits de ces enfants, notamment en cas de séparation ou de décès de l'un de leurs parents. Mais outre cette urgence sociale, l'accès au mariage et à la parentalité répond à une exigence démocratique: l'égalité des droits entre tous et toutes et le rejet de l'homophobie.

L'ÉGALITÉ DES DROITS, UNE EXIGENCE MINIMALE

Le mariage est la reconnaissance sociale et juridique de la légitimité d'un couple particulier, à qui l'on accorde des avantages fiscaux, à qui l'on permet un régime dérogatoire de gestion des biens entre autres choses. Par conséquent, l'ouverture du droit au mariage pour tous et toutes est une avancée par rapport au PACS. Mais ce n'est pas encore le moment de crier victoire: le projet de loi du gouvernement est clairement insuffisant et toujours discriminatoire.

Alors qu'un homme hétérosexuels peut adopter les enfants de sa partenaire sans pour autant être marié, l'adoption et la parentalité ne seront possibles pour les gays et les lesbiennes qu'à condition qu'ils ou elles soient mariés. Il s'agit d'enfermer les parentalités homosexuelles dans la forme la plus étriquée et traditionnelle qui soit.

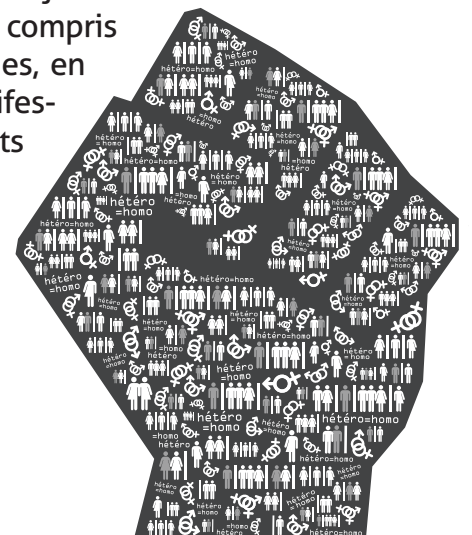
Le projet de loi exclut la procréation médicalement assistée (PMA), qui existe pourtant pour les couples hétérosexuels (les banques de dons de sperme, l'insémination artificielle...). Nous exigeons que toutes les femmes puissent avoir accès à la PMA, disposer ainsi librement de leur corps et s'autonomiser vis-à-vis de leur désir d'enfant.

UN GOUVERNEMENT COMPLICE DE L'HOMOPHOBIE ET DU RACISME

La population LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuelLEs, trans et intersexuéEs) est victime d'une stigmatisation et d'une discrimination, à laquelle l'État participe pleinement. L'oppression se vit dans les difficultés rencontrées lé-

galement, juridiquement quand on n'a pas les mêmes droits, mais pas seulement sur le plan juridique. Elle se vit au quotidien dans la rue: la violence, les insultes, les rappels à l'ordre, l'invisibilisation, etc. Depuis plusieurs mois fusent les insultes plus homophobes et délirantes les unes que les autres: «pédophiles», «polygames», «zoophiles», «dangers pour l'humanité»... Il ne serait pas dans l'intérêt des enfants d'avoir deux papas ou deux mamans. Les homophobes veulent à tout prix étudier les effets de l'homoparentalité sur les enfants mais depuis quand serait-il avéré que l'hétéroparentalité aurait des effets particulièrement positifs sur les enfants?

Bon nombre de parents hétérosexuels tapent leurs enfants, ou passent leurs journées à se disputer et à crier sur eux, ou divorcent tout simplement. Tout cela peut être difficile pour des enfants, mais ce n'est pas grave, du moment que c'est fait dans l'hétérosexualité? Face à cette offensive réactionnaire, le gouvernement y va à reculons et fait le jeu des homophobes (y compris des plus extrêmes, en laissant manifester des courants proches de l'extrême droite, qui ont agressé des militantes féministes) sous couvert de laisser la place au débat.



Dans le nouveau projet de loi, on ne peut se marier avec un étranger ou une étrangère du même sexe que si le mariage est ouvert aux couples de même sexe dans son pays. Cela se place dans la logique de xénophobie d'État que le changement de gouvernement n'a en rien atténuée. Les belles promesses de Hollande sur le droit de vote des étranger-e-s sont parties en fumée!

Nous réclamons l'égalité des droits entre homos et hétéros, mais également entre Français-es et étranger-e-s: c'est pourquoi nous appelons également à participer aux rassemblements pour la **journée internationale de migrants le mardi 18 novembre**.

Les jeunes LGBTI (lesbiennes, gays, bisexuel-le-s, trans, intersexes) sont particulièrement touché-e-s par les discriminations et les agressions. C'est l'âge où le conditionnement social engendre des comportements violemment homophobes et machistes. Dans chaque **école, collège et lycée**, c'est des dizaines de fois qu'on entend des injures comme «pédé», «tafiolé», etc. C'est aussi dans **le cadre familial**, lors du «coming out», que la pression est très forte et peut prendre de nombreuses formes: insultes, privation de téléphone portable et d'argent de poche, interdiction ou surveillance des déplacements, coups, blessures, maltraitance régulière... Chaque année en France, des centaines de jeunes LGBTI se retrouvent chassé-e-s de chez eux et elles sans ressources. Ce contexte général explique que les **tentatives de suicide** soient 4 à 7 fois plus nombreuses chez les jeunes homos que chez les jeunes hétéros.

Dans son plan contre l'homophobie, Najat Vallaud-Belkacem préconise une meilleure formation de tous les personnels concernés (éducation, police, justice, santé...), et une simplification du changement d'état-civil pour les trans. Mais comme pour le plan contre les violences faites aux femmes, il s'agit de «reventiler l'action des ministères, sans créer de nouvelles dépenses». En clair, l'argent qui sera alloué pour la lutte contre l'homophobie sera pris ailleurs! Nous nous opposons à la mise en concurrence des luttes et exigeons au contraire l'ouverture de nouveaux budgets grâce à la fin de l'indulgence fiscale envers les entreprises et les grandes fortunes.

Nous exigeons:

- La régularisation de tou-te-s les sans-papiers, notamment ceux et celles qui sont persécutés dans leur pays en raison de leur sexualité
- Le droit pour toutes et tous à la filiation, à l'homoparentalité, à l'adoption et à la procréation médicalement assistée
- La dépathologisation des trans, le changement d'état-civil sur simple demande
- Des moyens de protections gratuits dans les pharmacies, les médecines préventives des entreprises et des universités, les infirmeries de lycées, les Plannings familiaux, etc., pour toutes les sexualités (préservatifs masculins mais aussi digues dentaires, gants en latex et préservatifs féminins, rares et chers)
- Une allocation d'autonomie pour l'ensemble des jeunes, qui leur permettrait de disposer de leur sexualité librement, en s'autonomisant de leurs familles
- L'ouverture de centre d'accueils autogérés pour les jeunes LGBTI en situation de rupture familiale